



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 3029
21 août 2026
1,50 € • DOM: 2€



Le journal
d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Désastre climatique

Les capitalistes sont responsables, à eux de payer !



Maison incendiée au Porge.

ED JONES AFP

Migrants, sans-abris...

**La chasse
aux pauvres**

Page 5

Incendies

**Le mépris du
gouvernement**

Pages 3, 4

Cisjordanie

**Le terrorisme
d'État israélien**

Page 6

Leur société

- Lecornu en Gironde : un mépris de classe 3
- Aux petits soins de la classe capitaliste 3
- Budget : les retraités dans le viseur 3
- Pompiers : la colère 4
- Université : de plus en plus chère 4
- Allocation de rentrée scolaire : pas besoin de calculatrice 4
- Samusocial : une expulsion révoltante 5
- Nantes : des familles laissées à la rue 5
- Gendarmes incendiaires 5
- Gaz : ménages sous pression 5
- Salaires : individualiser pour mieux régner 9
- Ruptures conventionnelles : une attaque de plus 9

Dans le monde

- RDC : épidémie et guerres capitalistes 8
- Sida : le capitalisme, un virus mortel 8
- Cisjordanie : le terrorisme d'État israélien 6
- Algérie : accidents routiers et incurie gouvernementale 6
- Guerre contre l'Iran : au suivant ? 6
- Afghanistan : la population victime des talibans et de l'impérialisme 7
- Colombie : après le séisme, la catastrophe sociale 7
- Russie : Poutine fait le ménage 12
- Ukraine : 15 ans de prison pour trotskysme 12

Dans les entreprises

- SNCF Orléans - Les Aubrais 9
- Bus Île-de-France 10
- RATP 10
- Métro de Toulouse 10
- Easyjet 11
- La Poste - Saint-Laurent-de-Mure 11

Agenda

- Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre 12
- La fête de Lutte ouvrière à Nantes 12

Désastre climatique : aux responsables capitalistes de payer!

La baisse relative des températures procurera, peut-être, un répit aux habitants de logements bouillottes thermiques et aux travailleurs confinés dans des services et des ateliers surchauffés. Les incendies faibliront, peut-être, et les pompiers pourront souffler un peu avant la prochaine crise.

Mais quel bilan est tiré de ces semaines de cauchemar ? Le gouvernement n'a pas été avare de belles paroles sur l'héroïsme des uns et des autres et la magie de l'unité nationale. Mais aux pompiers, dont le manque de moyens est criant et qui étaient en grève le 13 août, le ministre de l'Intérieur Nunez n'a rien de concret à proposer.

Lecornu et une brochette de ministres se sont déplacés lundi à Mérignac, près de Bordeaux, promettant des mesures d'urgence pour la reconstruction et la relance de l'activité dans les territoires les plus touchés par les incendies. Mais on sait d'expérience que les aides et les subventions profiteront avant tout aux grandes entreprises dans tous les secteurs, de l'agriculture au tourisme.

Quant à ce qui serait indispensable pour lutter contre ces incendies nombreux et dévastateurs, ce n'est pas le problème du gouvernement. Il prétend ne pas pouvoir « chiffrer précisément » ce qui pourrait être dégagé pour les pompiers, notamment pour les postes nécessaires. Après les Canadair, promis par Macron mais jamais budgétés, le gouvernement n'a pas d'argent non plus pour des équipements élémentaires et indispensables, comme les cagoules filtrantes efficaces, à 50 euros l'unité.

Comme l'ont souligné les représentants des pompiers, qu'il s'agisse des incendies, de la santé, de l'éducation ou de tout autre besoin de la population, la réponse des dirigeants oscille toujours entre « les caisses sont vides » et « ce n'est pas un problème de moyens ».

En même temps, le gouvernement prévient : tout cela va coûter cher et il faudra bien trouver les milliards quelque part. La ministre de la Transition écologique, Monique Barbut, estime le coût de la canicule et de la sécheresse entre 10 et 15 milliards d'euros.

La population paie déjà au prix fort ces catastrophes par des conditions de travail et de vie encore plus éprouvantes et en passant à la caisse

au supermarché. L'annonce des conséquences de la sécheresse sur les récoltes, présentes et à venir, fait en effet grimper les prix dès aujourd'hui. Et les hausses actuelles s'ajoutent aux précédentes, les prix des fruits et légumes ayant augmenté en moyenne de 62 % ces dix dernières années.

Sous prétexte que le budget de l'État serait encore plus difficile à boucler, de nouvelles attaques sont prévues contre le monde du travail. Lescure, le ministre de l'Économie, remet sur la table le gel des retraites comme une « piste d'économie ». Elle serait, à l'entendre, rendue nécessaire par les effets de la canicule, des guerres et du blocage du détroit d'Ormuz.

Mais si les caisses de l'État sont vides, celles du grand patronat débordent. Les bénéfices nets du roi du pétrole TotalEnergies, pour le seul premier semestre 2026, s'élèvent à plus de 11 milliards : de quoi couvrir le coût de la canicule annoncé par Barbut. Et les résultats affichés par les grandes entreprises du CAC 40 ont encore battu des records... Voilà où sont les milliards nécessaires pour faire face aux dégâts !

Il serait d'autant plus légitime de prendre sur les profits capitalistes pour faire face aux conséquences du bouleversement climatique que leur économie en est responsable.

La production et le transport de marchandises à travers le monde, l'organisation et le choix des modes de production d'énergie, la gestion des ressources en eau sont des questions vitales pour l'humanité. Pourtant, aucune n'est envisagée autrement que sous l'angle : combien cela rapportera aux actionnaires ? Dans quel secteur investir pour faire plus d'argent ? Leur

seule morale est « après mes profits, le déluge ! », ce qui exclut d'organiser et de planifier l'économie.

La concurrence pour le partage des ressources et des marchés est aussi à l'origine des guerres qui menacent de se généraliser et du réarmement pour lequel les États, dont la France, savent trouver des dizaines de milliards.

Cette minorité capitaliste, parasite et irresponsable, plonge l'humanité dans la barbarie et le chaos. Les travailleurs, qui font tout tourner, ont les moyens de s'y opposer en prenant le pouvoir et en dirigeant eux-mêmes la société.

Nathalie Arthaud



Maison incendiée au Porge.

ED JONES/AFP

Lecornu en Gironde: un mépris de classe

Dimanche 16 et lundi 17 août, Lecornu était en Gironde pour faire état des mesures prises par le gouvernement après les incendies de fin juillet.

Il était particulièrement attendu au Porge par les habitants sinistrés, un rendez-vous était même annoncé en mairie lundi matin. Les sinistrés en ont été pour leurs frais. Lecornu, qui avait affirmé le 1^{er} août que la douleur des sinistrés était «instrumentalisée par des complottistes sur les réseaux sociaux», en a rajouté une couche dans son mépris en faisant tout pour ne pas les rencontrer.

Lecornu a sans aucun doute eu peur de la réaction des habitants du village, qui ne demandaient pourtant que des réponses à leurs questions. Au Porge, où habitent

3 500 personnes, 183 habitations ont été détruites par les flammes, et un collectif de plus de 1 000 personnes s'est constitué pour exiger, à juste titre, la transparence sur les décisions de la préfecture pendant les incendies, les habitants ayant le sentiment d'avoir été abandonnés pour d'autres priorités, comme celle de protéger les sites industriels d'ArianeGroup et de Dassault ou le camp militaire de Souge, ou de protéger la presqu'île du Cap-Ferret et ses résidences secondaires pour riches.

Lecornu, pensant peut-être prendre à revers les

habitants, s'est d'abord rendu dimanche après-midi dans le village, mais uniquement pour rencontrer le maire hors caméra et journalistes. Il n'a sans doute pas été assez discret car la colère a commencé à monter dans le village: «Ils font ça en douce, sans nous voir, parce qu'ils savent qu'on avait envie de se faire entendre», a-t-on pu entendre alors. Courageux mais pas téméraire, Lecornu s'est finalement bien rendu, lundi matin, au Porge, mais à la caserne des pompiers, et non à la mairie comme annoncé, et pour discuter avec seulement quelques personnes triées sur le volet. Il a soigneusement évité tout contact avec les



200 manifestants habillés en noir venus demander des comptes, un cordon de gendarmes les maintenant à distance. L'écœurement des habitants était à son comble.

Lecornu est reparti comme il est venu, derrière ses vitres fumées et encadré de policiers. De quoi se faire, légitimement et copieusement, huer.

Serge Benham

Aux petits soins de la classe capitaliste

C'est en bonne compagnie, à Mérignac, dans des locaux situés entre Dassault et Thales, que Lecornu a détaillé les mesures gouvernementales censées aider les habitants et les communes sinistrées à se relever.

Entouré d'élus, de ministres et de patrons, Lecornu a d'abord été soucieux de sa propre image, promettant des réunions dans «l'ensemble des communes concernées», pour présenter le déroulé des opérations «minute par minute» et répondre à ce qu'il qualifie de «rumeurs et de polémiques».

Côté argent, il a mis en avant un budget de plus de 100 millions d'euros. Une douzaine de millions seraient à disposition des départements de Gironde et des Landes, notamment pour la réfection des routes et le relogement temporaire des sinistrés.

À l'écouter, ces derniers devront surtout s'armer de patience. Certes, les procédures pour reconstruire à l'identique seront accélérées et simplifiées, avec des

permis délivrés «sous un mois», a affirmé Lecornu. Cela ne coûte pas cher de le promettre. Mais il faudra avant tout que les assurances débloquent les budgets. Celles-ci ont comme d'habitude tout le loisir de laisser trainer les choses, de minorer les montants pris en charge, de contester le périmètre de la reconstruction... À ce propos, Lecornu, qui s'est plaint de s'être fait «engueuler» à la place des assureurs, n'envisage aucune contrainte, mais leur passe un message: «Les assureurs qui jouent le jeu, on le dira, et on le dira aussi pour les autres.» Avec une telle pression de la «puissance publique», les assurés qui se feront lanterner... auront bien raison d'aller engueuler Lecornu.

Le gros des annonces de

Lecornu concerne en réalité, et à la grande satisfaction du patronat, les entreprises qui ont été en zone sinistrée par les incendies ou en zone évacuée. Toutes les entreprises au sein de ce large espace allant de l'océan jusqu'à Cestas et Mérignac extra-rocade auront droit à trois mois d'exonération de cotisations sociales et de taxe foncière et à la prise en charge du chômage partiel à 100 %. Le gouvernement met en avant le nombre de 12 000 entreprises qui bénéficieront de ces mesures, mais ce ne sont pas les petits commerçants, artisans ou boulangers dont les locaux ont brûlé ou dont l'activité a été interrompue qui prendront l'essentiel de cet argent. Ce sera Dassault, Thales, ArianeGroup qui, tout en étant restées bien loin des flammes, se sont trouvées en zone évacuée. Ces trois entreprises, riches à milliards, regroupent à elles seules plus de 10 000 salariés, dont les

cotisations sociales représentent sur trois mois au moins 30 millions d'euros... Quant à leur activité, elle n'a pas été perturbée pendant trois mois: le site de Thales, à Mérignac, n'a fermé que deux jours, pendant lesquels une bonne partie des salariés a télétravaillé... Quant au chômage partiel dont l'État annonce la prise en charge à 100 %, il s'agit de ce que versent les patrons à leurs salariés au titre de ce dispositif, soit 72 % du net du salaire, les

travailleurs perdant, sauf prise en charge exceptionnelle par leur employeur, près d'un tiers de leur revenu.

Lecornu n'a pas loupé l'occasion d'une petite manœuvre politicienne. Il a ainsi affirmé que ce budget de 100 millions serait inscrit dans la loi de finances 2027, le conditionnant de fait au vote du prochain budget à l'Assemblée nationale, ce qui est loin d'être assuré.

S. B.

Budget: les retraités dans le viseur

Interrogé dans *Libération* le 13 août, sur la préparation du budget 2027, Roland Lescure, ministre de l'Économie, a évoqué la piste d'un gel partiel des pensions de retraite, afin de réaliser des économies estimées à 6 milliards d'euros.

Dans son interview, le ministre a assuré que cela concernerait les «retraités aisés», sans donner de chiffres. Dans les jours qui ont suivi, il a été aussi question de bloquer ou de sous-indexer les pensions des «retraités moyens» en les augmentant moins que l'inflation officielle. Autrement dit, le gouvernement

se prépare à imposer un appauvrissement de la majorité des retraités.

Les retraites les plus basses et le minimum vieillesse permettent tout juste de survivre. Combien de retraités doivent choisir entre le chauffage l'hiver, les rendez-vous chez le médecin, l'alimentation et l'essence pour la voiture? C'est une situation révoltante et inacceptable! D'autant que les «économies» qui seront faites au détriment des retraités finiront comme d'habitude dans les poches sans fond des grands patrons.

Jean-Marc Alliol



Les indemnités affluent pour les patrons, pas pour les travailleurs du Porge dont la maison a brûlé.

RADIO FRANCE - THOMAS COIGNAC

RAPHAEL GODET FRANCE INFO

Pompiers : la colère

Reçus par le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, le 13 août, les représentants des pompiers en grève ont eu droit à de vagues promesses.

Après vingt ans de sous-investissement dans les services de sécurité civile, les pompiers sont envoyés combattre des incendies de plus en plus fréquents et violents sans moyens. D'après un délégué syndical SUD, 3 000 pompiers volontaires ayant réussi le concours n'ont toujours pas été recrutés, les postes n'ayant pas été créés.

Le représentant de la CFDT explique qu'entre 2015 et 2025, le nombre d'interventions a augmenté de 600 000, tandis que les effectifs de pompiers professionnels ne progressaient que de 7%.

En ce qui concerne les moyens, la flotte de douze Canadair, qui date de 30 ans, « ne présente que six ou sept avions en état de fonctionnement alors que tout le

territoire brûle » a souligné un autre syndicaliste. Même les équipements indispensables pour protéger la sécurité des pompiers, cagoules filtrantes, équipements d'aspiration d'eau pour les camions, sont insuffisants.

Après quatre morts et au moins 129 victimes d'intoxication depuis le début des incendies de l'été, la colère des pompiers s'est heurtée au mépris du gouvernement. Interpellé sur la communication du gouvernement prétendant qu'il avait tout prévu et mis tous les moyens dans la lutte contre les incendies, le ministre de l'Intérieur



Les représentants de l'intersyndicale des pompiers.

a répondu : « Quand vous dites les moyens, les discours institutionnels, etc. Nous, on est aussi des politiques. Moi, je suis aussi ministre de l'Intérieur, certes ancien préfet, très haut fonctionnaire dans ma tête, mais je suis aussi un politique. Quand vous avez des opposants qui disent qu'il n'y a pas assez de moyens aériens, c'est normal qu'on

ait une posture. »

Révélés par Médiapart, les propos du ministre illustrent bien la politique du gouvernement : prendre la pose, multiplier les hommages et les promesses creuses. Un message reçu cinq sur cinq par les pompiers, qui prévoient une nouvelle mobilisation en septembre.

Nadia Cantale

Université : de plus en plus chère

Le gouvernement a demandé à une poignée de hauts fonctionnaires de trouver des solutions au déficit des universités. Cela n'a pas raté : ils ont proposé de faire payer les étudiants.

Des « assises de l'université » ont émis l'hypothèse révoltante de multiplier par cinq les frais d'inscription, les faisant passer de 178 euros à 900 euros en licence et à 1 300 en master.

Si les finances des universités vont mal, c'est avant tout la responsabilité des gouvernements. Rien qu'entre 2010 et 2022, le nombre d'étudiants en première année a été multiplié par trois, et par deux sur les trois années de licence, mais rien ne suit. Le nombre d'enseignants titulaires n'a pas augmenté et les professeurs contractuels sont moins bien payés. Dans un grand nombre d'universités, les bâtiments vétustes ne sont pas entretenus et les étudiants s'entassent dans des amphithéâtres mal chauffés et inadaptés.

Les universités ont été pensées à une époque où seule une petite minorité accédait aux études supérieures et aucun gouvernement n'a jamais voulu mettre les moyens indispensables pour que tous ceux qui le souhaitent puissent poursuivre leurs études.

La solution préconisée est donc tout sauf une surprise : faire payer les étudiants et leur famille quitte à en pousser certains à s'endetter comme aux États-Unis. Nombre de familles populaires n'ont pas les moyens de mettre chaque année plus de mille euros pour envoyer leur

enfant à l'université. Les étudiants de milieu populaire qui travaillent déjà pour pouvoir se nourrir pendant leurs études devront se serrer encore plus la ceinture pour payer leur inscription.

L'un des responsables de ce rapport, un ancien président d'université, Gilles Roussel, prétend que ces nouveaux frais d'inscription sont « modiques ». Et il ose ajouter : « Il nous semble que 900 euros et 1 300 euros sont par nature des montants modérés, dans la mesure où ils sont bien en deçà des droits payés par les étudiants extracommunautaires – qui ont eux-mêmes été considérés comme modérés. » En effet, le gouvernement a déjà imposé aux universités d'appliquer de manière ferme les frais d'inscription pour les étudiants étrangers non européens. Jusqu'à présent, de nombreuses universités les exonéraient de ces frais, ne se résolvant pas à appliquer une mesure de discrimination prônée par l'extrême droite. Les étudiants étrangers devraient désormais payer 2 850 euros l'année pour une licence, et pour un master, 3 879 euros.

C'est toute une leçon : quand le gouvernement s'attaque aux étudiants étrangers, les autres finissent forcément par devoir payer aussi.

Aline Urbain

Allocation de rentrée scolaire : pas besoin de calculatrice

Mardi 18 août, l'allocation de rentrée scolaire a été versée par la Caisse nationale d'allocations familiales à près de trois millions de familles populaires. Cette aide et son montant varient selon les revenus des parents et l'âge des enfants.



Les familles perçoivent entre 426 et 466 euros mais, en moyenne, elles dépensent 1 315 euros par an pour la scolarité d'un enfant. Pour certaines filières techniques ou professionnelles, ça peut être bien plus, quand il faut

par exemple acheter du matériel et des vêtements spécifiques. C'est dire si cette allocation est loin d'être suffisante.

Cela n'empêche pas les patrons de la grande distribution de clamer que les prix des fournitures

scolaires sont en baisse cette année, d'environ 2%. Ils se gardent bien de dire que ces mêmes prix avaient augmenté de 2% en juillet, sans parler des 10% d'augmentation de la rentrée 2023, jamais résorbée. En fait, la hausse des prix, malgré quelques oscillations, qui servent surtout à faire de la publicité aux grandes surfaces, est continue depuis des années, sans que le montant de l'allocation ni, bien sûr, les salaires ne soient revalorisés d'autant.

Selon une étude commandée par Cofidis, organisme de crédit à la consommation, de nombreux parents restreignent les dépenses de rentrée au strict nécessaire, préférant les produits discount ou réutilisant le matériel qui peut l'être. Il faut dire qu'en plus des fournitures, il faudra encore payer en septembre la cantine, les activités sportives ou culturelles.

Cette aide, si elle est attendue avec impatience par les familles ouvrières, ne sert pourtant qu'à compenser de façon bien imparfaite l'insuffisance des salaires. Ce n'est pas d'une aide une fois par an dont ont besoin les travailleurs, mais d'un salaire décent pour faire vivre et éduquer convenablement leurs enfants.

Camille Paglieri

Samusocial : une expulsion révoltante

La police a évacué de force les 450 sans-abris installés depuis la mi-juillet devant le siège parisien du Samusocial, dans le 13^e arrondissement parisien.

Les travailleurs de cet organisme étaient pour leur part en grève depuis la fin juin pour protester contre la suppression de 1 200 nuitées d'hébergement et pour revendiquer des augmentations de salaire.

Jeudi 13 août à l'aube, 45 camions de police bouclaient le quartier, avant qu'une colonne de policiers lourdement harnachés donne l'assaut, terrorisant les 200 enfants que comptait le campement. Une partie des sans-abris

avaient pris les devants et, depuis 5 heures du matin, erraient aux environs de la bibliothèque François-Mitterrand, traînant de lourds ballots et tenant des enfants parfois très jeunes à la main. Comme à chaque expulsion de ce type, la préfecture prétend proposer des solutions. Les sans-domiciles savent parfaitement de quoi il retourne. Après quelques jours passés dans un hôtel, ils seront remis à la rue, loin de l'école de leurs enfants, des quelques

services sociaux qu'ils fréquentent et bien souvent de l'endroit où ils ont trouvé un travail ou un moyen de survie. Ceux qui, parmi eux, n'ont pas de papiers ont tout à craindre de ces interventions policières.

L'arrêt de la préfecture justifiant l'évacuation est un monument d'hypocrisie. Il mettait en avant le fait qu'il était dangereux que des enfants dorment dehors et qu'au vu des températures, les adultes étaient également en danger. Cela alors même que les places d'hébergement d'urgence sont de moins en moins nombreuses. Chaque



SOLINE AUBRIOT - INFORADAR

Évacuation des sans-abris le 13 août, devant le siège du Samusocial.

nuit, des personnes sans domicile appellent le 115 ou se présentent à la permanence du Samusocial qui, de plus en plus souvent, ne peut leur donner satisfaction. Hommes, femmes et enfants doivent alors s'abriter où ils le peuvent, sous les ponts autour de la

capitale ou dans un recoin quelconque.

Qu'importe aux autorités le sort de ces sans-abris ! Ce qui compte c'est qu'ils soient dispersés et donc invisibles. Quand ils se regroupent pour protester, on leur envoie la police.

Daniel Mescla

Nantes : des familles à la rue

Cet été, dans l'agglomération de Nantes, deux feux ont ravagé des camps où vit une population rom, installée sur des terrains particulièrement sensibles aux risques d'incendie en cette période de les canicules à répétition.



Manifestation de soutien aux Roms, à Nantes, en mars 2026.

À l'est de Nantes, 60 familles ont tout perdu : leur habitat, leur véhicule, leurs papiers, leurs souvenirs...

La municipalité d'union de la gauche (PS, écologistes, PCF, LFI) a alors proposé de reloger les familles dans un gymnase, mais pendant six jours seulement. Après quoi, ils seraient expulsés sans aucune autre proposition.

Dans le même quartier, mardi 18 août, la police est intervenue pour expulser un autre camp de 200 personnes, là aussi sans relogement. Cette expulsion fait suite à un dépôt de plainte de Nantes Métropole, à qui appartient le terrain. Elle prévoit d'y construire un écoquartier présenté

comme « écologique », « social et solidaire ». Un comble alors que les familles roms se retrouvent sans solution d'habitat.

La métropole est présidée par Johanna Rolland, numéro 2 du Parti socialiste, mais il est bien difficile de voir la différence avec ce que pourrait faire la droite. D'ailleurs, les communes de l'agglomération, quelle que soit leur étiquette, se renvoient la balle en expulsant, les unes à la suite des autres, les familles installées en caravanes.

Le 18 août, des dizaines de policiers et un détachement de CRS ont ainsi été déployés pour interdire l'accès des familles au terrain qu'elles occupaient

jusque-là. Cette expulsion révoltante va dégrader encore plus leur situation et compliquer la scolarisation des enfants, à deux semaines de la rentrée. Déjà menacées d'expulsion en 2025, les familles s'étaient mobilisées en disant « on bosse ici, on vit ici, on reste ici » car, parmi elles, beaucoup travaillent notamment dans la vigne, le muguet ou le maraîchage.

Depuis des années, les aires d'accueil, terrains familiaux et logements capables d'accueillir dignement les familles souhaitant se sédentariser sont largement insuffisants à Nantes, comme dans le reste de l'agglomération. En revanche, pour subventionner les nouvelles constructions des promoteurs privés, là, Nantes Métropole a trouvé rapidement des millions.

Correspondant LO

Gendarmes incendiaires

Le 12 août, les gendarmes sont intervenus sur la plage de Dannes, dans le Pas-de-Calais, pour empêcher des familles de migrants de tenter de traverser la Manche.

Lors de cette intervention, le tir d'une grenade lacrymogène MP7 a enflammé une des embarcations. Le feu, favorisé par les hautes températures et la sécheresse, s'est ensuite répandu dans la dune alentour. Les 180 pompiers mobilisés ont mis deux jours à contenir et finir d'éteindre l'incendie qui a brûlé 190 hectares de forêts de dunes.

Déjà le 20 juin, l'association Utopia 56 avait dénoncé les agissements des gendarmes qui circulaient sur la même

plage en buggy dans le but d'empêcher les migrants d'embarquer sur leurs embarcations de fortune. Ils avaient fini par faire usage du lanceur de balle de défense (LBD), tirant à bout portant dans la poitrine d'un jeune de 17 ans..

Tout le long de leur parcours déjà mortellement dangereux, ceux qui cherchent un avenir en Europe se retrouvent en butte à la violence des policiers et à la traque organisée par le gouvernement.

Jean-Marc Alliroi

Gaz : ménages sous pression

Le prix de référence du gaz va augmenter de 5,6 % au 1^{er} septembre, une hausse qui s'ajoute à celle de 7,4 % intervenue le 1^{er} juillet.

Ce prix de référence est utilisé par les fournisseurs d'énergie pour facturer six millions de ménages, soit la majorité des foyers abonnés au gaz. Bien des familles de

travailleurs, dont les salaires sont loin de suivre la même évolution, seront ainsi contraintes de moins se chauffer cet hiver.

La Commission de régulation de l'énergie, organisme d'État qui autorise ces hausses, tente de dédouaner les principaux fournisseurs d'énergie, Engie, TotalEnergie, EDF, etc. Elle explique que la

hausse est « entièrement liée à l'augmentation des prix du gaz sur les marchés », hausse qu'elle attribue au conflit au Moyen-Orient.

Ce qu'elle ne dit pas, c'est que ces hausses profitent entièrement aux capitalistes spéculateurs, dont font partie ces fournisseurs.

Lucien Détroit

Cisjordanie : le terrorisme d'État israélien

Depuis plusieurs semaines, Qusra, village palestinien situé non loin de Naplouse, en Cisjordanie, est le théâtre d'une escalade meurtrière.

Des colons juifs ont pris d'assaut les abords du village, installant des tentes et des pâturages près des habitations, cherchant à faire fuir les habitants palestiniens. À partir du 9 août, des familles palestiniennes ont été littéralement assiégées dans leurs maisons. Les colons leur ont coupé l'eau et l'électricité et empêchent l'acheminement de nourriture.

Qusra n'est que le dernier village d'une longue liste. Depuis le 7 octobre 2023, les raids, les actes de harcèlement et d'intimidation sont devenus le quotidien des 3,5 millions de Palestiniens de Cisjordanie. Des dizaines de milliers d'entre eux ont été forcés de fuir et plus d'un millier ont été tués. L'armée israélienne y mène régulièrement des opérations militaires de grande ampleur sous prétexte de lutte « antiterroriste ».

À Qusra, l'armée israélienne est intervenue officiellement pour disperser les colons. Cette intervention, effectuée sous la pression des États-Unis, qui ont dénoncé « un acte de terreur horrible », ne remet pas en cause la politique du gouvernement de Benyamin Nétanyahou en Cisjordanie. Elle ne remet pas non plus en cause le soutien des États-Unis à Israël. Selon le quotidien *Haaretz*, les États-Unis ont pris cette position parce que le propriétaire de l'une des maisons assiégées possède la nationalité américaine. Il s'agissait en fait de défendre Trump, critiqué par certains pour son silence vis-à-vis du sort de ce citoyen américain.

Si, à Qusra, les colons ont été dispersés, les Palestiniens ont maintenant à subir l'armée israélienne, qui a imposé dans le secteur un véritable siège militaire.



Mosquée incendiée par des colons israéliens, le 26 juillet, à Qusra.

Le gouvernement de Nétanyahou qui s'appuie sur l'extrême droite cherche d'abord à montrer qu'il poursuit plus que jamais sa politique de colonisation de la Cisjordanie. À deux mois des élections législatives, les partis religieux et ultranationalistes se livrent à une surenchère. Ainsi le ministre

d'extrême droite de la Sécurité nationale, Ben Gvir, a déclaré qu'il faudrait tuer 40 à 50 Palestiniens de Gaza chaque jour.

Le poids croissant de cette extrême droite colonialiste et raciste enfonce Palestiniens et Israéliens dans une guerre sans fin. Offrir aux peuples Palestiniens

et aux Juifs israéliens une alternative à cette guerre permanente implique de rompre avec la politique d'oppression des Palestiniens et de combattre les auteurs de guerre que sont Nétanyahou, Trump et tous les dirigeants des puissances impérialistes.

Serge Benham

Algérie : accidents routiers et incurie gouvernementale

En l'espace de quinze jours, une série d'accidents, impliquant principalement des bus, a fait au moins 44 morts et 166 blessés à Boumerdès, Constantine, Timimoun, Aïn Sefra et Naama.

Cette hécatombe suscite l'écœurement d'une population confrontée à un réseau routier dégradé et à des véhicules vétustes.

Concernant l'accident de Boumerdès, le plus meurtrier, l'enquête charge le chauffeur, qui aurait roulé trop vite et sous l'effet de psychotropes. Mais l'état du bus semble aussi en cause. Un an après un grave accident dans la banlieue d'Alger, le président Abdelmadjid Tebboune a ressorti les mêmes discours, déclarant que « la justice frapperait d'une main de fer ». La répression

et un nouveau code de la route assimilant les présumés chauffards à des terroristes n'ont cependant pas fait baisser le nombre de victimes.

En janvier, lors d'un mouvement de grève très populaire, les transporteurs, les chauffeurs de taxi, d'ambulance et les conducteurs de bus s'étaient insurgés contre ce code, refusant d'être rendus seuls responsables et pointant les difficultés auxquelles se heurtent tous les usagers de la route.

Le gouvernement prétend mettre un terme à ces

accidents mortels en luttant contre l'impunité et l'irresponsabilité. Mais c'est bien lui qui est responsable de l'état des routes et de leur entretien. C'est lui le donneur d'ordre d'entreprises de travaux publics qui, en toute impunité, bâclent leur travail et livrent des routes avec des malfaçons, source de bien des accidents ! Alors que, depuis des décennies, le train a été délaissé au profit de l'automobile, le blocage de l'importation de véhicules neufs et d'occasion, de pneus et de pièces détachées condamne ceux qui veulent se déplacer à rouler dans des véhicules défectueux.

Depuis 2021, cette politique censée favoriser le « made in Algeria » s'est révélée criminelle. Elle n'a profité qu'à une poignée de patrons, comme celui d'Iris Tyres, qui s'est enrichi dans la fabrication de pneus, grâce au monopole garanti par l'État, tandis que la population subit les pénuries et une flambée de l'insécurité routière.

Face à l'ampleur de la crise, le gouvernement, qui rechigne à mettre en cause l'état du matériel, les pénuries et les conditions de travail épuisantes des chauffeurs, a

annoncé qu'à partir du 6 août les bus de plus de 30 ans ne circuleraient plus. Mais la promesse faite il y a un an d'importer un million et demi de pneus et dix mille bus, elle, n'a pas été tenue.

Incapables de s'attaquer aux causes de ces accidents, les autorités cherchent des coupables, répriment à tout va pour se dédouaner de toute responsabilité.

Leïla Wahda

Guerre contre l'Iran : au suivant ?

Lundi 17 août, Trump a déclaré avec son style outrancier habituel que « si Oman se met en travers de notre chemin, on va leur bombarder la gueule ».

Le sultanat d'Oman est pourtant un des alliés des États-Unis dans la région, les armées américaines disposant même de nombreuses facilités d'accès sur les bases aériennes du pays et dans ses ports.

Mais le sultanat d'Oman, qui partage le détroit d'Ormuz avec l'Iran, mène, seul et depuis plusieurs semaines, des discussions avec son voisin afin de se mettre d'accord sur une route pour le transit des pétroliers. Alors Trump craindrait-il que

les démarches d'Oman contrarient ses propres exigences vis-à-vis de l'Iran sur le détroit d'Ormuz ? Ou cherche-t-il à détourner l'attention du public alors que le délai de 60 jours fixé par l'administration américaine pour tenter de conclure un accord avec Téhéran est arrivé à expiration le 19 août sans que les négociations aient abouti ?

Trump exprime à sa façon, avec un cynisme ouvert, que pour l'impérialisme américain, il n'y a qu'une loi qui s'impose à tous, ennemis et alliés : la loi du plus fort, au service des intérêts de la bourgeoisie américaine.

S. B.

OBSERVATION



L'accident du bus de vacanciers à Boumerdès, le 31 juillet.

Afghanistan : la population victime des talibans et de l'impérialisme

La dictature moyenâgeuse des talibans a fêté ses cinq années de pouvoir. Alliés de l'impérialisme américain, puis ennemis infréquentables avant de redevenir des interlocuteurs, les talibans sont revenus au pouvoir dans un pays dévasté par vingt ans de guerre et d'occupation américaines.

Les quelques espaces de liberté qu'une partie des femmes avaient pu conquérir ont très vite été supprimés par les talibans. Les femmes ont disparu des rues, elles sont interdites d'école et de travail. La misère est partout et, d'après la direction du Programme alimentaire mondial, la malnutrition sévère frappe près de 36 % des 49 millions d'habitants.

Les dirigeants impérialistes, États-Unis en tête, sont les premiers responsables de cette situation catastrophique. Car les talibans, avant d'être désignés ennemi à abattre, avaient été financés et armés par l'État américain à la fin des années 1970, lorsqu'ils

combattaient l'occupation de l'Afghanistan par l'URSS. Une fois au pouvoir, les talibans s'étaient retournés contre leur ancien soutien et, en 2001, après les attentats du 11 septembre aux États-Unis, l'armée américaine envahissait le pays.

Sous prétexte de donner la chasse à Ben Laden et aux forces d'Al-Qaïda, des villages entiers furent anéantis. Le régime des talibans fut balayé en cinq semaines au prix de milliers de morts civils et de la destruction du pays. Mais le régime fantoche mis en place par le pouvoir américain ne pouvait tenir qu'avec le soutien armé de l'impérialisme. Commença alors une longue période de guerre et

d'occupation par des dizaines de milliers de soldats américains, et de pays de l'OTAN, parmi lesquels la France.

Pour sortir du borborygme afghan, l'impérialisme américain choisit finalement d'engager à nouveau des discussions avec les talibans, qui contrôlaient une large partie du territoire. En février 2020, une rencontre organisée au Qatar par les négociateurs américains, sans même que le gouvernement afghan officiel soit convié, aboutit à un accord de paix avec les talibans. Désavoué par l'impérialisme, le gouvernement afghan ne tenait plus sur grand-chose et l'avancée des talibans fut rapide, aboutissant à la prise de Kaboul le 15 août 2021. Quinze jours plus tard, l'armée américaine quittait le pays.

Aujourd'hui, derrière les sanctions internationales et les condamnations officielles de l'atteinte aux



droits des femmes, le régime des talibans est redevenu l'interlocuteur de l'impérialisme. Dès 2023, des rencontres plus ou moins discrètes ont eu lieu entre les autorités afghanes et des représentants des États américain, britannique, allemand et français. Par l'un de ces retournements d'alliances dont l'impérialisme est coutumier, les talibans, terroristes d'hier, se retrouvent aujourd'hui alliés de la guerre contre le terrorisme islamique. Le cynisme du « réalisme politique » n'ayant pas de limites, les États de l'Union

européenne ont reçu des dirigeants du régime afghan en juin, pour négocier un accord sur le renvoi de réfugiés afghans déboutés du droit d'asile en Europe, livrant ainsi à la dictature ceux qui tentaient de la fuir ! Le blocage du détroit d'Ormuz et la recherche de nouveaux circuits commerciaux s'ajoutent à ces raisons de reconsidérer les relations avec l'Afghanistan des talibans. C'est là le vrai visage de l'impérialisme et le bilan catastrophique de ses interventions.

Nadia Cantale

Colombie : après le séisme, la catastrophe sociale

Le 10 août, un violent séisme a fait, à ce jour, près de 300 morts, 200 disparus et des milliers de blessés. Mais les conséquences de cette catastrophe n'ont rien de naturel.

L'épicentre se situe au Choco, une des régions les plus pauvres de Colombie : les deux tiers des habitants de Quibdó, sa capitale, vivent dans la pauvreté extrême. Les secours ont mis plus de 48 heures à atteindre certaines zones, en raison de l'absence de routes

correctes. Le Choco, dont 90 % de la population est d'origine afro-colombienne et amérindienne, est abandonné depuis des décennies par l'État colombien.

Et qu'a fait le président d'extrême droite, admirateur de Trump, Abelardo de

la Espriella, tout récemment investi ? Il est venu distribuer des ballons de foot au slogan de sa campagne « défenseur de la patrie », sillonnant les quartiers ravagés dans son 4x4 blindé. Cela a suscité la colère parmi les sinistrés, qui rappelaient que la ville manque d'écoles et d'hôpitaux et que le séisme ne fait qu'aggraver une situation déjà révoltante. Un jeune déclarait avec rage : « On reçoit des

putains de ballons avec un logo qui a dû coûter des millions alors que des enfants meurent de faim dans l'hôpital à côté ! »

À Cali, la troisième ville du pays, les habitants mobilisés pour porter secours aux victimes piégées dans les décombres ont chassé le maire de la ville à coups de pierres. Appartenant à une famille de riches industriels, magnats du sucre et de l'agroalimentaire, au service de la bourgeoisie locale, le maire a reçu ce jour-là la monnaie de sa pièce.

Les habitants, quant à eux, ont mis toute leur énergie et montré les initiatives dont les travailleurs sont capables, notamment dans les quartiers pauvres, où les bâtiments ont subi le plus de dégâts. Certains organisent des collectes de nourriture, des soignants s'occupent des malades sortis des cliniques effondrées, des techniciens de cinéma ont fourni des projecteurs pour éclairer les décombres... Depuis Cali, certains sont partis aider les régions dévastées du Choco et de la côte Pacifique.

À Cali même, alors qu'ils étaient mobilisés pour sauver leurs proches ou leurs

voisins, ils ont vu arriver les blindés de l'armée ! Sous prétexte d'éviter les pillages, le gouvernement veut ainsi éviter toute contestation. Il fait pourtant tout pour l'alimenter. Dans les premiers jours après le séisme, alors que chaque heure comptait, le nouveau chef d'État a refusé l'aide du Mexique, n'acceptant que celle du Salvador, d'Israël et des États-Unis. Car les alliances entre politiciens d'extrême droite valent plus que les vies des habitants.

Le ministre de l'Intérieur, en visite dans un quartier pauvre de Buenaventura a, lui, étalé son mépris devant les caméras en affirmant que les habitants n'avaient qu'à se débrouiller pour reconstruire leurs maisons, puisque, après tout, ils avaient la main-d'œuvre. C'était, d'après lui, « réglé en deux minutes » ! En voilà un qui n'a jamais tenu une truelle.

Dans cette région à haut risque, il faudrait construire selon des normes antisismiques. Cela demande des moyens que l'État ne mettra jamais au service de la population.

Tania Lemel



À Cali, le 11 août.

RDC : épidémie et guerres capitalistes

En République démocratique du Congo, l'épidémie d'Ebola poursuit sa progression. Trois mois après sa déclaration officielle, elle a déjà fait 2 325 morts sur 4 945 cas confirmés, mais, en fait, beaucoup plus car bien des malades préfèrent mourir chez eux, dans leur communauté. C'est la plus rapide de toutes les flambées d'Ebola.

Alors que la première épidémie de cette souche d'Ebola, Bundibugyo, a éclaté en 2007, il n'existe toujours aucun vaccin homologué permettant d'en protéger les populations. Des recherches sont certes en cours notamment à l'université d'Oxford, mais si la maladie avait éclaté en Europe ou aux USA, il n'aurait certes pas fallu attendre dix-neuf ans.

Cette absence de vaccin susceptible d'enrayer la progression de la maladie par l'acquisition d'une éventuelle immunité collective n'est pourtant qu'un des aspects de l'impréparation médicale face à un tel fléau.

Il y a d'abord le problème des tests de dépistage. L'épidémie a débuté en janvier

sans être repérée, et quand elle l'a été en mai, dans la province de l'Ituri, le système sanitaire se trouvait bien incapable d'assurer un diagnostic fiable.

Les laboratoires capables de faire des analyses n'étaient qu'au nombre de deux. Les échantillons devaient parcourir des centaines de kilomètres sur des routes dangereuses, ce qui est encore bien souvent le cas aujourd'hui, même si dix-neuf laboratoires sont désormais ouverts. S'y ajoutait aussi le problème de la fiabilité de ces tests, car les résultats ont pu varier d'un laboratoire à l'autre.

Comme l'expliquait une scientifique dans la revue médicale de référence *The Lancet* : « Les entreprises de recherche privilégient les

tests présentant des perspectives de revenus plus prometteuses. Le diagnostic des maladies épidémiques rares dépend donc des financements publics ou philanthropiques. » Les milliards de bénéfices de l'industrie pharmaceutiques vont ailleurs. Cette remarque vaut d'ailleurs pour toute la chaîne de traitement de la maladie.

Il n'existe pas non plus de traitement à donner aux malades recensés, et les centres de traitement sont plutôt des centres d'isolement que fuient les personnes atteintes d'autres maladies, comme le paludisme ou la malaria, de peur d'être contaminées. Quant aux malades d'Ebola pour lesquels on ne peut rien, ils préfèrent mourir chez eux.

Mais, dans cette catastrophe, l'aspect médical n'est pas le seul, il faut aussi voir ce qu'est la situation dans l'est de la RDC. L'Ituri, région qui concentre 90 % des cas, est depuis toujours



Un patient transféré à l'hôpital de Mongwalu.

ravagée par la guerre. Les colonialistes belges y assuraient déjà leur domination en dressant les communautés les unes contre les autres et les régimes qui se sont succédé depuis l'indépendance ont pris le relais. Cette région est riche de nombreux minerais, en particulier de l'or, et de nombreux groupes armés s'y affrontent.

L'armée congolaise n'est qu'une bande parmi bien d'autres et tente de garder pied en s'alliant alternativement à un groupe ou à un autre. Elle assiège ainsi le camp de la plaine de Savo et ses 76 000 réfugiés et tue celles et ceux qui tentent de s'en échapper. Les pays voisins réclament leur part du gâteau, en particulier l'Ouganda, qui voudrait bien prendre le contrôle de

l'Ituri, où il a déployé son armée en 2025.

Derrière tout cela, il y a les grandes puissances et leurs trusts sur les comptes desquels ces crimes se convertissent en milliards. Et, de plus, un groupe djihadiste lié à l'État islamique a fait son apparition, multipliant les enlèvements d'enfants pour les forcer à travailler et réclamer une rançon aux parents.

Dans la revue scientifique citée précédemment, un chercheur affirmait qu'il fallait qu'une épidémie atteigne un seuil vraiment catastrophique pour que cela suscite une réaction. Dans le cas de la RDC, la catastrophe est là depuis longtemps, entre les guerres et les maladies. Elle s'appelle le capitalisme.

Daniel Mescla

Sida : la logique du profit contre la santé

Du 26 au 31 juillet 2026, à Rio de Janeiro, la 26^e Conférence internationale sur le sida a rappelé une réalité significative : la science dispose aujourd'hui des moyens de freiner voire de mettre fin à l'épidémie de VIH, mais les impératifs financiers continuent d'entraver ce progrès.

En 2025, les financements internationaux destinés à la lutte contre le VIH dans

les pays les plus pauvres ont chuté de 18 %, tombant à 7,3 milliards de dollars,

leur niveau le plus bas depuis près de vingt ans. Les États-Unis, qui représentent encore 74 % de ces financements publics, ont massivement réduit leurs aides après le retour de Trump. C'est une condamnation à mort pour les programmes de prévention dans les pays

les plus touchés, en particulier en Afrique.

Les conséquences sont déjà visibles : le recours à la PrEP, traitement préventif contre le VIH, a baissé de 38 %, les dépistages de 22 %, et dans certains pays la distribution de préservatifs a chuté de 90 %. Si cette tendance se poursuit, l'agence de l'ONU sur le sida prévoit des chiffres terrifiants : 6 millions d'infections supplémentaires au VIH et 4 millions de décès liés au sida dans les années à venir.

L'administration Trump réduit les budgets consacrés à la lutte contre le sida comme tous les autres budgets jugés humanitaires. Le choix est de réorienter l'argent vers l'économie de guerre et les profits de la bourgeoisie américaine. Avec plus ou moins de cynisme, les puissances occidentales font le même calcul.

La conférence a aussi mis en avant le Lenacapavir, une injection préventive administrée deux fois par an,

dont l'efficacité est proche de 100 %. Cette avancée, la plus importante depuis dix ans, pourrait transformer la lutte contre le VIH. Mais là encore, les financements manquent et le système des brevets verrouille l'accès. Gilead, le trust pharmaceutique qui produit ce traitement, a accordé des licences à six fabricants de génériques pour un coût d'environ 40 dollars par personne et par an. Mais cette offre ne concerne qu'une liste de 120 pays à faible revenu, surtout en Afrique. Le Brésil, l'Argentine, le Mexique, le Pérou – pourtant parties prenantes des essais cliniques – en sont exclus, tandis qu'aux États-Unis, le prix officiel du traitement dépasse 28 000 dollars par an.

Le message est clair : la logique du profit passe avant l'éradication d'une épidémie qui pourrait être maîtrisée, voire stoppée, et avant le droit de millions de malades à être soignés.

Christian Chavaux



Manifestants à Rio de Janeiro dénonçant les coupes budgétaires américaines.

SNCF Orléans – Les Aubrais : colère des travailleurs de la sous-traitance

Cet été, les périodes de canicule éprouvantes pour l'ensemble des travailleurs des gares d'Orléans-Les Aubrais, l'ont été encore plus pour ceux de la sous-traitance, qui ont fait entendre leur colère face aux conditions de travail imposées par leur patron et la direction SNCF.

En effet, si, en gare, l'ensemble des locaux sont climatisés, ceux réservés aux travailleurs du nettoyage des trains et des locaux SNCF ne le sont pas.

En théorie, les travailleurs de la sous-traitance sont autorisés à prendre plus de pauses et à ne pas travailler dans les trains en stationnement en l'absence de climatisation. Mais, avec le sous-effectif et les pressions exercées par les chefs,

la réalité est toute autre. À l'atelier de maintenance, bien décidés à repousser ces pressions, ils se sont réunis à plusieurs reprises et ont interpellé leurs responsables sur les sous effectifs, le manque de moyens et même sur les salaires. Soutenus par les cheminots, aujourd'hui, ils prennent les pauses dont ils ont besoin.

Quant aux agents de sécurité des gares, ils n'ont ni le matériel, ni les

équipements nécessaires, alors qu'on leur impose des services de 12 heures, où ils sont contraints de rester debout dans le hall à la merci des fortes chaleurs. Ils n'ont même pas de local à leur disposition pour prendre leur pause.

Si les cheminots les accueillent volontiers et leur offrent le café, ce n'est pas le cas de certains chefs de la SNCF. Aussi, ces agents de la sous-traitance se sont-ils réunis pour refuser cette situation et, dans une lettre collective adressée à leur direction et à celle de la SNCF, ils expriment les motifs de leur colère. Sans réponse de leur part, ils sont



bien décidés à ne pas en rester là.

La SNCF fait appel à la sous-traitance pour réduire les coûts, au mépris des salaires et des conditions de travail d'agents indispensables à la circulation des trains et à l'accueil des voyageurs. Les entreprises sous-traitantes, de leur côté, sont prêtes à tout pour soutirer le maximum de profits des contrats passés avec la SNCF.

Mais, à force de tirer sur la corde, la colère monte,

et les travailleurs de ces entreprises sous-traitantes de la SNCF refusent de se laisser faire.

Ils peuvent compter sur le soutien et la solidarité de bien des cheminots, soucieux de combattre les divisions que la SNCF a intérêt à entretenir. Sur les quais, en gare ou à l'atelier, ces divisions tombent et des liens se créent dans les discussions quotidiennes autour d'un café. Des liens précieux à renforcer.

Correspondant LO

Salaires : individualiser pour mieux régner

D'après une enquête parue en août, les hausses de salaires de 2026 en France atteindraient en moyenne 3 %, et les entreprises n'envisageraient rien de plus l'an prochain.



Une étude du ministère du Travail du 6 août évoque plutôt 1,9 % d'augmentation du salaire mensuel de base dans le secteur privé, à partir des chiffres du deuxième trimestre.

Cette différence entre les chiffres s'explique sans doute par le fait que la plupart des augmentations sont distribuées de façon individuelle, et très peu sous forme de hausses générales... qui frôlent trop souvent 0 %. Individuelles ou collectives, ces hausses de salaires n'empêcheront pas la majorité de la population de s'appauvrir.

Entre les classifications, les anciennetés, les primes diverses et variées et les augmentations au bon vouloir

de la direction : les patrons ont bien organisé les choses pour masquer l'exploitation et faire croire aux travailleurs qu'ils sont en concurrence les uns avec les autres. Y compris lorsque l'on effectue le même travail, au même poste, les fiches de paie n'ont parfois rien à voir. Chacun reçoit une justification individuelle pour expliquer sa paie différente du voisin... Résultat, la paie est trop faible pour subvenir à l'ensemble des besoins. Elle est partout rognée par la cherté croissante de la vie.

En définitive, c'est le patron qui verse et décide de l'ensemble des salaires. Car les augmenter véritablement voudrait dire rogner son profit à lui. En temps de crise en particulier, le patronat fait tout ce qu'il peut pour céder le moins possible et maintenir ses profits. On peut dire que, pour les grandes entreprises, c'est plutôt réussi. Aucune de celles du CAC 40 n'accuse de perte au premier semestre et, avec une hausse des bénéfices de 34 %, ça c'est de l'augmentation !

Charles Legoda

Ruptures conventionnelles : une attaque de plus

À partir du 1^{er} septembre, les salariés ayant perdu leur emploi suite à une rupture conventionnelle seront moins indemnisés.

La durée maximale d'indemnisation passe en effet de 18 à 15 mois pour les moins de 55 ans, de 22,5 à 20,5 mois entre 55 et 56 ans, et de 27 à 20,5 mois pour les autres.

Le nouveau texte transpose un accord signé en février par le Medef et deux autres organisations patronales avec la CFDT, la CFTC et FO. En privant de deux à six mois d'indemnisation des dizaines de milliers d'anciens salariés, le Medef escompte une économie de près d'un milliard d'euros pour les caisses de l'assurance chômage.

Avec cette attaque, qui ne s'applique pas pour l'instant en outre-mer, le gouvernement prétend « favoriser le retour à l'emploi ». C'est une belle hypocrisie pour parler d'une loi qui pénalise les travailleurs, en particulier les plus âgés. En 2023, un quart des chômeurs de plus de 55 ans encore indemnisés, environ 100 000, avaient quitté l'entreprise par une rupture conventionnelle. Mais, à partir de 50 ans, il n'est pas si simple de retrouver un patron prêt à vous embaucher. Cela n'empêche

pas gouvernement et patronat de dénigrer une fois de plus les chômeurs, et de mettre davantage de pression pour qu'ils acceptent tout type de conditions de travail et de salaire.

Une rupture conventionnelle est censée se faire d'un commun accord entre patron et salarié et permet à ce dernier de toucher les indemnités de chômage. Mais, bien sûr, il n'y a aucune égalité, car le patron peut refuser le départ du salarié quand il n'y a pas intérêt, et donc le contraindre à rester contre son gré ou à démissionner. Le dispositif existait depuis 2008 dans le secteur

privé, et depuis quelques années il a été « expérimenté » pour les agents publics. Le 6 août, le gouvernement a publié les décrets d'application qui en pérennisent l'usage dans les trois fonctions publiques. Mais dans ces décrets, les montants minimum et maximum de l'indemnité spécifique de rupture (ISRC) ont été divisés par deux, sauf pour les salariés de moins de dix ans d'ancienneté pour lesquels la baisse est moindre.

Que ce soit par les indemnités chômage raccourcies ou par les indemnités de rupture divisées par deux, le grand patronat prive ces travailleurs de l'argent qui leur est dû. C'est la seule raison de ces mesures.

C. L.

Lisez Lutte de classe

revue de l'Union communiste
internationaliste (trotskyste)

Au sommaire du n° 257 (juillet-août) :

- La Chine, en ligne de mire des États-Unis
- Vers l'élection présidentielle de 2027
- L'impérialisme américain et sa suprématie
- La Coupe du monde de football
- TotalEnergies
- Aux origines des États-Unis
- Le Parti bolchevique

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.



Bus – Île-de-France : en surchauffe !

Après qu'un DGI (danger grave imminent) a été déclaré par un militant CGT, l'inspection du travail s'est déplacée pour mesurer les températures à bord des bus.

Sur la ligne 180 de la banlieue sud de Paris, elle a relevé 42,3 °C au volant. Et 38,3 °C pour l'air soufflé par la ventilation... censée réduire la chaleur. L'inspection du travail a aussi relevé une température de 39,1 °C dans une salle de terminus où les conducteurs de bus prennent leur pause. Elle a envoyé un courrier de mise en demeure à la RATP le 10 juillet. Cette dernière a répondu dans les médias que, depuis le 1^{er} août, ce n'est plus elle qui s'occupe de cette ligne. Car c'est l'entreprise Kéolis qui a récupéré ce dépôt de bus dans le cadre des appels d'offres en cours.

Pécresse, présidente de la région, a de son côté déclaré que la climatisation des bus va se poursuivre d'ici à 2030. En effet, moins de la moitié des 4 500 bus qui dépendaient de la RATP ont actuellement une climatisation. La RATP y a été

opposée durant des années, afin d'économiser sur leur maintenance. La climatisation des bus est donc loin d'être réalisée. Et quand un bus en est équipé, le système installé s'avère souvent déficient et pas assez entretenu.

S'il fait 38 °C à l'extérieur, dans un bus sans climatisation il fait 41 °C en moyenne au volant. Parfois plus. Dans un bus bondé, c'est encore pire. La chaleur est suffoquante. Il y a des malaises parmi les voyageurs. Dans un bus climatisé, lorsque la température réelle extérieure est à 40 °C, il fait environ 35 °C au poste de conduite, et 36° côté voyageurs ! En effet, la RATP a réglé le système pour réduire de quelques degrés seulement par rapport à la température extérieure. Cela afin de limiter l'impact sur la consommation d'électricité ou de gaz. Cela lui permet d'équiper ses bus avec une batterie en moins

(15 000 €). Concrètement, la climatisation marche à fond dix minutes, puis s'abaisse automatiquement.

À cela s'ajoute la multiplication des avaries. Les bus en surchauffe tombent en panne. La régulation dit alors aux conducteurs d'arrêter la climatisation pour que le bus ne se mette pas en voyant rouge, ce qui implique une immobilisation sur place.

Des conducteurs se sentent mal, interrompent leur service. La RATP essaye de les pointer en « accident bénin », et pas en accident de travail, afin que cela ne remonte pas à la médecine du travail, ni dans les statistiques. Au début de l'été, un conducteur de la ligne 189, basé au dépôt attribué à la compagnie ATM, a fait un malaise, et son bus sans climatisation s'est encastré dans un arbre. Après cela, les pauses ont été allongées. Mais depuis 2023 les journées de travail sont allongées de 40 minutes.

Des conducteurs excédés exercent leur droit de retrait et rentrent le bus

minutes en cette période. La direction le sait, mais peu lui importe. Les bus étaient donc inévitablement bondés. Et, avec les températures caniculaires de cet été, sans climatisation, la patience des voyageurs a été mise à rude épreuve et des bagarres ont parfois éclaté.

La situation était tellement catastrophique que même les télévisions et les radios s'en sont, pour une fois, émues et se sont penchées sur le sort des voyageurs de ces quartiers très populaires de la Seine-Saint-Denis.

Les conditions de travail des conducteurs de ces bus ont été, elles aussi, encore un peu plus dégradées. De plus, la ligne 14, censée soulager la ligne 13 (bien qu'elle s'arrête trois stations avant le terminus de la ligne 13), est tombée en panne... Le même chaos s'est produit pour les services de remplacement d'autres lignes partiellement arrêtées.

Correspondant LO



L'écran de contrôle d'un bus affichant 42 °C, dedans comme dehors.

au dépôt. La hiérarchie les avertit alors que, s'ils arrêtent leur service, ils devront se laisser emmener aux urgences, sachant que les conducteurs craindront d'y attendre des heures et préféreront ainsi reprendre leur service. Quand des conducteurs demandent un changement de bus, ils s'entendent répondre : « *Donc, tu veux qu'on t'envoie les pompiers ?* »

Les élus de gauche pointent la responsabilité de Pécresse, dédouanant ainsi la RATP. Mais qu'il s'agisse de l'État, du gouvernement, de la région, des constructeurs de bus, des patrons comme la RATP, Kéolis, Transdev ou ATM, tous ont le même mépris des travailleurs et de la population. Car leur priorité est l'enrichissement des gros actionnaires.

Correspondant LO

RATP : le chaos de l'été

Cet été, de nombreux travaux sur le réseau ont été programmés. Quand une partie d'une ligne du métro est fermée, la RATP prévoit des bus de remplacement. Mais c'est souvent le service minimum.

La branche Saint-Denis-Université de la ligne 13 a ainsi été fermée les deux premières semaines d'août, depuis la station La Fourche jusqu'à son terminus. Le faible niveau des moyens mis en œuvre pour compenser cette fermeture a transformé le voyage de ceux qui habitent autour

des trois dernières stations de la ligne 13 en véritable parcours du combattant.

Il n'y avait pas assez de bus. Un bus ne peut pas absorber le même nombre de voyageurs qu'une rame de métro, surtout quand la fréquence de passage des bus est de dix minutes, alors celle des métros est de cinq



Navettes de remplacement du RER A, du 8 au 23 août.

Métro de Toulouse : Encore un mort sur le chantier !

Lundi 3 août, un intérimaire de 48 ans, travaillant pour Alstom, est mort sur le chantier de la ligne C du métro toulousain. Son employeur, dans un premier temps, a prétexté que l'ouvrier était mort des suites d'un malaise.

L'affaire est déjà tragique : c'est le troisième accident de travail mortel sur le chantier de la ligne de métro. Mais le 14 août, l'enquête a révélé que l'ouvrier était mort par écrasement, et qu'après le drame les

autres intérimaires ont été forcés de quitter les lieux. Ce qui conduit à soupçonner le maquillage des lieux de l'accident en plus du mensonge sur ses causes.

Le nombre de morts au travail augmente continuellement. La raison, c'est la soif de profit des patrons, qui demandent des rythmes toujours plus élevés, des économies toujours plus drastiques, ce qui force les travailleurs à prendre toujours plus de risques.

Correspondant LO

EasyJet: les conditions de travail low cost, ça suffit!

Samedi 15 et dimanche 16 août, une majorité des hôtesses de l'air et stewards de la compagnie aérienne easyJet se sont mis en grève. Ils protestent contre leurs conditions de travail déplorables.

L'exploitation est féroce dans cette compagnie de vols à bas coût. Les travailleurs dénoncent des plannings qui changent au dernier moment, et plusieurs fois dans la même journée, des coupures trop courtes entre deux vols, des déplacements incessants d'une base à une autre pour couvrir le sous-effectif chronique. Les hôtesses

et stewards racontent les journées à rallonge, en particulier lorsqu'on les envoie en catastrophe pendant trois ou quatre jours sur une autre base en Europe, les changements de service, lorsqu'on passe du soir au matin brusquement. La fatigue se fait sentir et l'organisation de la vie personnelle est régulièrement bouleversée. Pas étonnant

dans ces conditions que 70 % de ces travailleurs aient été en grève ce week-end, selon les syndicats, ce qui a entraîné l'annulation de plus d'une centaine de vols.

Comme à leur habitude, les médias ont surtout mis en avant la détresse des passagers dont le vol a été annulé et qui n'arrivent plus à rentrer chez eux. Même là, la direction s'est montrée incapable et inefficace. Elle a essayé jusqu'au dernier moment de remplacer les grévistes,

et les annonces d'annulation ont été faites parfois une demi-heure seulement avant le décollage. Il n'a non plus été question d'organiser quoi que ce soit pour les passagers, qui ont eu bien du mal à avoir ne serait-ce que des informations, et rien non plus en matière d'hébergement et de remboursements.

EasyJet n'est pas précisément une petite entreprise. Ses bénéfices sont en hausse de 9 % : 560 millions d'euros, sur un chiffre d'affaires de près



de 11 milliards d'euros. Il y a là largement de quoi embaucher pour permettre aux stewards et aux hôtesses de travailler dans des conditions correctes.

Camille Paglieri

La Poste – Saint-Laurent-de-Mure: quand on l'ouvre, ça aère!

En juillet, à la plateforme de tri des colis (PFC) de La Poste à

Saint-Laurent-de-Mure, dans la région lyonnaise, la situation est vite

devenue intenable pour les 150 postiers.

Lors du pic d'activité de la période des soldes, tout le monde s'est dit que c'était pire que pendant la Peak Period, cette période des fêtes de fin d'année, quand affluent les cadeaux à traiter en urgence. Alors qu'une partie des opérateurs étaient en congé, il fallait assurer le travail sans un nombre suffisant de remplaçants. Cerise sur le gâteau, la canicule particulièrement sévère est venue s'ajouter à ces cadences infernales.

Alors, le 22 juillet, l'équipe du matin, excédée,

a débrayé en fin de service pour interpeller la direction. Celle-ci alternant intimidations et réponses vagues, les agents ne se sont pas laissés faire et lui ont répondu. Ainsi, pour la canicule, La Poste se prétend la bonne élève. Mais les travailleurs n'ont pas manqué de souligner que les dix minutes de pause fraîcheur se réduisaient souvent à six ou sept minutes sous la pression de petits cadres zélés qui, eux, bénéficient de bureaux bien climatisés. Pire encore : les unités extérieures des climatiseurs de la PFC rejettent leur chaleur

sur les chantiers où travaillent les postiers, aggravant un peu plus l'effet de la canicule.

Ce coup de gueule a été apprécié des collègues de l'après-midi et de la nuit. Et ceux qui y ont participé étaient assez fiers d'eux-mêmes. Mais beaucoup se disent maintenant qu'il va falloir aller chercher les réponses et les engagements directement auprès de la direction. Et pas seulement l'équipe du matin, mais en y associant les collègues d'après-midi et ceux de la nuit.

Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :
LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos **nom, prénom et adresse**, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à

Lutte ouvrière ☐

Lutte de classe ☐

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Russie : Poutine fait le ménage

La Cour suprême de la Fédération de Russie vient d'interdire à Yabloko de participer aux élections législatives de septembre.

Ce parti, dit libéral car prônant un capitalisme honnête, encore plus introuvable en Russie qu'ailleurs, est apparu après l'implosion de l'Union soviétique, fin 1991. Il n'a jamais réussi à percer électoralement, mais toute une partie de la bourgeoisie petite et grande éprouve de la sympathie pour lui, fût-ce par défaut.

Le Kremlin s'inquiète visiblement qu'une fraction de l'électorat puisse se saisir de la présence de partis « non poutiniens » pour le désavouer lors du scrutin. Le régime sait bien trop que, même s'il ne s'exprime pas ou pas encore sur la place publique, un mécontentement croissant existe dans la population. Cela tient à la hausse des prix, bien supérieure à celle des salaires, à la pénurie croissante de denrées et services

élémentaires, dont celle de carburant, un comble dans ce pays grand producteur d'hydrocarbures. Et bien sûr, il y a la guerre dont on ne voit pas la fin, mais dont la population voit de plus en plus les effets : la liste des morts s'allonge chaque jour dans ce que publient les journaux en province, les incendies dévastateurs d'infrastructures pétrolières et de bases logistiques du commerce en ligne, que les drones ukrainiens à longue portée frappent jour après jour un peu partout, même à Moscou.

Faute de pouvoir faire disparaître ce mécontentement, le régime de Poutine s'évertue à empêcher qu'il se manifeste, même dans les élections. Depuis des semaines, il a donc fait arrêter et emprisonner les plus connus des candidats

qui lui déplaisaient. Dernier en date, à Pskov, le vice-président de Yabloko et ancien membre de l'Assemblée législative régionale, a été condamné, le 17 août, à onze ans de prison pour avoir dénoncé la guerre en Ukraine (pour avoir « diffamé » l'armée russe, selon le tribunal), et pour avoir enfreint la législation sur les « agents de l'étranger ».

Il suffit en effet qu'un tribunal qualifie quelqu'un d'agent de l'étranger, pour qu'il tombe sous le coup de cette loi. Et dans le cadre des élections, elle lui interdit déjà de se présenter, car il n'a plus le droit de collecter les signatures indispensables à cela. Après avoir évincé les candidats annoncés par Yabloko, le Kremlin prive ce qui reste de ce petit parti du droit d'en présenter d'autres.

Aux législatives resteront donc en lice le parti officiel Russie unie et une dizaine



Le vice-président de Yabloko durant son procès.

de formations croupions, que le régime a créées pour donner l'illusion d'un choix possible. À côté d'eux, il y a le KPRF, le parti dit communiste. Depuis plus de vingt ans, il soutient activement le pouvoir de Poutine et, maintenant, sa guerre. Le KPRF a rapidement exclu ses très rares élus critiques, car sa direction clame que reculer en Ukraine provoquerait en Russie un ébranlement gigantesque « comme celui de

1917, ce dont nous ne voulons pas ».

Le pronostic vaut ce qu'il vaut. Mais il dit à quel point les dirigeants du KPRF sont réactionnaires et nationalistes. Il montre aussi qu'ils craignent, comme les autres piliers du pouvoir, que la répression ne puisse étouffer éternellement la contestation sociale et politique qu'alimente le régime lui-même.

Pierre Laffitte

Ukraine : quinze ans de prison pour trotskysme

Bogdan Syrotiuk, militant trotskyste ukrainien, vient d'être condamné par le tribunal de Pervomaïsk à quinze ans de prison.

Deux ans de détention sans jugement n'ont pas permis à la SBU (service de sécurité ukrainiens) de prouver ce dont elle l'accusait : avoir été un agent russe. Et pour cause ! Dès le début l'« opération militaire spéciale » de Poutine en 2022, Bogdan a dit et écrit que les travailleurs russes et ukrainiens

devaient s'unir contre cette guerre.

C'est cela ainsi que sa dénonciation de la propagande nationaliste du régime de Kiev qui lui vaut aujourd'hui d'être condamné pour « haute trahison ».

Le régime de Zelensky, qui aime que médias et gouvernants occidentaux

le présentent en héros de la démocratie et de la civilisation à l'est de l'Europe, ne tolère pas qu'on démontre que ce n'est pas le cas et que, par bien des aspects, il ressemble à celui haïssable de Poutine en Russie.

Ainsi, dans leur propagande patriotarde, Zelensky et les siens ont fait « héros de l'Ukraine » les nationalistes Bandera et Melnik, eux dont les bandes armées, célébrées par Kiev, ont massacré de nombreux Juifs et Polonais, ainsi que des Russes et des communistes ukrainiens durant la dernière guerre mondiale.

La loi ukrainienne interdit toute propagande pour les « idéologies totalitaires ». Mais le gouvernement de Kiev s'appuie volontiers, dans l'armée, sur les héritiers revendiqués des pro-nazis des années 1940, tandis qu'il réprime sans pitié les partisans du socialisme, du communisme, les défenseurs des intérêts de la classe ouvrière contre ses exploités.

Liberté pour Bogdan Syrotiuk !

P.L.



Bogdan Syrotiuk, militant trotskyste condamné à 15 ans de prison.

Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

Ain

Jeudi 20 août : Oyonnax
Vendredi 21 août
Bourg-en-Bresse
Samedi 22 août :
Bourg-en-Bresse

Samedi 22 août :
Champs-sur-Marne

Bretagne

Lundi 24 août : Quimper
Mardi 25 août : Brest
Mercredi 26 août : Concarneau, Douarnenez
Jeudi 27 août : Lanester

Dordogne

Jeudi 20 août :
Brive-la-Gaillarde
Vendredi 21 août : Limoges
Samedi 22 août : Brive-la-Gaillarde, Limoges

Charente-Maritime

Lundi 24 août : La Rochelle
Mardi 25 août : Niort
Mercredi 26 août :
La Rochelle
Jeudi 27 août : Rochefort

Lorraine

Jeudi 20 août : Metz
Vendredi 21 août :
Thionville
Samedi 22 août :
Jœuf, Longwy

Pays de la Loire

Lundi 24 août : Angers
Mardi 25 août : Saumur
Mercredi 26 août :
Trélazé, Les Ponts-de-Cé
Jeudi 27 août :
Cholet, Bressuire

Toulouse

Jeudi 20 août : Colomiers
Vendredi 21 août : Auterive
Samedi 22 août :
Colomiers, Muret,
Toulouse, Montauban

Pyrénées

Lundi 24 août :
Saint-Jean-de-Luz
Mardi 25 août :
Saint-Jean-de-Luz
Mercredi 26 août : Pau
Jeudi 27 août : Tarbes

Fête de Lutte ouvrière Nantes

samedi 19 septembre

18h : débat avec Nathalie Arthaud